

Charte / Statuts

Charte

Nos valeurs

Dans notre action, nous nous conformons aux sept principes de la Croix-Rouge : humanité, impartialité, neutralité, indépendance, volontariat, unité, universalité.

La transmission pérenne de ces valeurs à nos contemporains de toute origine nous tient à cœur. Dans ce contexte, nous accordons une attention particulière à nos activités avec la jeunesse.

Nos objectifs

Nous voulons que les personnes accidentées et malades reçoivent des secours et de l'assistance. C'est pour cette raison que nous apportons notre contribution afin que dans l'ensemble du pays et dans la Principauté du Liechtenstein, le plus grand nombre possible de personnes soient en mesure de porter secours, à elles-mêmes et à leur prochain. Nous formons des non-professionnels aux premiers secours et nous nous engageons dans le domaine social.

Nos activités

Nous portons secours spontanément et de manière désintéressée. Nous nous engageons sur une base volontaire dans le cadre de services sanitaires à l'occasion de manifestations culturelles ou sportives. En cas d'urgence, nous formons le premier maillon de la chaîne de sauvetage. Quand la situation l'exige, nous sollicitons la collaboration de professionnels.

Dans nos cours, les participantes et les participants apprennent à aider correctement des personnes blessées ou malades. Nous contribuons à prévenir des accidents, à préserver la santé et ainsi, à limiter les frais médicaux.

Notre offre de formation s'adresse à l'ensemble de la population. Dans le cadre de programmes spéciaux, nous transmettons nos connaissances en premiers secours dans les écoles, dans les entreprises et à des publics choisis.

Nous nous entraînons régulièrement aux techniques des premiers secours et nous suivons des formations continues. Nous mettons notre savoir-faire et notre expérience à la disposition de la collectivité.

Notre organisation

Nous sommes organisés en sections de samaritains, en groupes Help et de la jeunesse samaritaine, en associations cantonales et en un secrétariat central. Ensemble, nous formons Samaritains Suisse.

Notre travail associatif est gouverné par des principes démocratiques.

Nous prenons soin de nos volontaires, de nos bénévoles et de nos collaborateurs. Ils représentent notre ressource la plus précieuse.

Nous finançons notre engagement par le produit de nos prestations, des indemnités versées par les pouvoirs publics, des dons, des contributions de sponsors et de fondations ainsi que des cotisations des membres.

Nos partenaires

Samaritains Suisse est membre de la Croix-Rouge suisse. Nous collaborons de façon particulièrement étroite avec les autres organisations de sauvetage de la Croix-Rouge.

Nous soutenons le service de transfusion sanguine CRS en organisant des collectes de sang locales.

Nous collaborons avec les autorités, les ambulanciers et les autres spécialistes du sauvetage.

Wauwil, 16 juin 2012

Samaritains Suisse

(anciennement l'Alliance suisse des samaritains)¹



Monika Dusong
Présidente centrale



Regina Gorza
Secrétaire générale

¹ Changement du nom associatif approuvés le 18 juin 2022 par l'Assemblée des délégués
100/12/101/02

Statuts

Remarque préliminaire Samaritains Suisse se reconnaît sur l'assimilation des hommes et des femmes. Dans l'intérêt de l'intelligibilité grammaticale, toutes les indications personnelles comptent pour les hommes et les femmes, même si elles sont écrites dans une seule forme grammaticale. Ce principe est valable pour les statuts aussi bien que pour tous les autres documents de l'Alliance des samaritains.

I. Généralités

Article 1 Samaritains Suisse (anciennement l'Alliance suisse des samaritains), a été fondée à Aarau le 1er juillet 1888. Samaritains Suisse (Samariter Schweiz) (Samaritani Svizzera) (Samaritans Svizra) est une association au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse, inscrite au Registre du commerce, avec siège à Olten.

Article 2

1. Samaritains Suisse a pour but l'extension de l'oeuvre samaritaine et l'accomplissement de tâches humanitaires dans l'esprit de la Croix-Rouge. Elle représente les intérêts de ses samaritains affiliés à des sections (ou à des groupes de jeunes), et les intérêts des associations cantonales.
2. Samaritains Suisse reconnaît les principes fondamentaux de la Croix-Rouge, tels qu'ils ont été adoptés par la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en 1986, à savoir : humanité, impartialité, neutralité, indépendance, volontariat, unité, universalité.
3. Les tâches de Samaritains Suisse ainsi que les principes fondamentaux pour l'accomplissement de ces tâches sont fixés par la doctrine directrice.

Article 3

1. Un samaritain au sens de Samaritains Suisse est celui qui, sans distinction de personne, donne bénévolement les premiers secours aux blessés et aux personnes qui tombent malades ou aide physiquement et moralement les malades et les indigents, et qui est membre actif d'une section de samaritains ou de son groupe de jeunes.
2. Une section de samaritains, au sens de Samaritains Suisse, est un groupement de samaritains qui est organisé en association au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse et qui est membre d'une association cantonale.
3. L'association cantonale, au sens de Samaritains Suisse, est le groupement des sections de samaritains de son territoire cantonal, qui est organisé en association au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse et qui est membre actif de Samaritains Suisse.
4. Tous les samaritains, sections de samaritains et associations cantonales dans le sens de ces statuts, ainsi que les associations régionales reconnues par les associations cantonales, sont membres de Samaritains Suisse.

II. Membres

Article 4 Samaritains Suisse se compose de membres actifs, de membres passifs et de membres d'honneur.

Membres actifs

- Article 5
1. Les associations cantonales sont membres actifs.
 2. Seule une association cantonale par canton ou demi-canton peut être membre de Samaritains Suisse. Toute exception requiert une décision de l'Assemblée des délégués (AD). Les exceptions existantes sont reconnues.
- Article 6
1. Les tâches, droits et devoirs des associations cantonales découlent de la doctrine directrice, des statuts et des règlements de Samaritains Suisse, ainsi que des décisions de l'AD et du Comité central (CC).
 2. Les statuts de l'association cantonale ne doivent pas être en contradiction avec ceux de Samaritains Suisse. Ils sont examinés et approuvés par le CC auquel toute modification des statuts doit également être soumise.
- Article 7
1. Les associations cantonales ne peuvent admettre comme membres que des sections de samaritains dont les statuts contiennent les dispositions suivantes :
 - a) La section déploie l'activité qui est attribuée aux sections de samaritains par la doctrine directrice de Samaritains Suisse.
 - b) La section reconnaît les principes fondamentaux de la Croix-Rouge.
 - c) La section limite son activité à son rayon d'action géographique, exception faite d'arrangements spéciaux ou de situations d'urgence.
 - d) La section reconnaît les statuts, règlements et décisions des organes compétents de Samaritains Suisse.
 2. Les associations cantonales ne peuvent admettre des sections situées en dehors de leur canton qu'avec l'approbation du canton voisin concerné. Les exceptions existantes sont reconnues.
 3. Les associations cantonales peuvent refuser l'admission, comme membre, de sections de samaritains nouvellement fondées dans leur territoire cantonal si les conditions en personnel ou matériel ne permettent pas d'envisager une activité continue, ou si la nouvelle section rend difficile l'activité des sections existantes.

Membres passifs et membres d'honneur

- Article 8
1. Le CC règle les conditions d'admission ainsi que les droits et devoirs des membres passifs. Ceux-ci n'ont pas de droit de vote à l'AD.
 2. Les personnes qui ont rendu des services exceptionnels à Samaritains Suisse peuvent être nommés membres d'honneur. Cette nomination est faite par l'AD. La qualité de membre d'honneur ne donne pas de droit de vote à l'AD.

III. Organes

- Article 9 Les organes de Samaritains Suisse sont :
1. l'Assemblée des délégués (AD)
 2. le Comité central (CC)
 3. le secrétaire général
 4. la commission de contrôle de gestion (CCG)
 5. l'organe de révision
 6. la conférence des présidents cantonaux

Une représentation équitable de toutes les parties de la Suisse est visée au sein du Comité central et au sein des commissions.

L'Assemblée des délégués

- Article 10 L'AD est l'organe suprême de Samaritains Suisse.
- Article 11
1. Le nombre de délégués de l'AD est précisé par le règlement « OC 153 – Décision de l'AD concernant le nombre et la répartition des mandats de l'AD »
 2. Le nombre total des délégués et leur répartition numérique entre les membres actifs sont fixés par décision de l'AD. Celle-ci nécessite la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.
 3. Les délégués doivent être nommés par l'organe suprême (Assemblée des délégués) des membres actifs de l'association cantonale.
 4. Chaque délégué n'a droit qu'à une seule voix.
 5. Les membres des organes selon l'article 9, chiffres 2 à 7 et les membres d'honneur peuvent participer à l'AD avec voix consultative.
- Article 12 Les affaires suivantes sont traitées par l'AD :
1. Approbation
 - a) du procès-verbal de la dernière AD
 - b) du compte rendu selon rapport et proposition de la CCG
 - c) des comptes annuels selon rapport et proposition de l'organe de révision
 - d) de la proposition de donner décharge au CC
 - e) du budget
 - f) du programme d'activité
 2. Elections et révocations
 - a) du président central, ainsi que d'un ou deux vice-présidents
 - b) des autres membres du CC
 - c) du président et des membres de la CCG
 - d) de l'organe de révision
 3. Modification des statuts
 4. Modification de la doctrine directrice
 5. Approbation de la convention réglant les relations de Samaritains Suisse avec la Croix-Rouge Suisse
 6. Nomination de membres d'honneur
 7. Décision concernant les cotisations des membres actifs
 8. Décision concernant les abonnements obligatoires aux périodiques samaritains
 9. Décision concernant les compétences financières du CC
 10. Décision concernant les propositions des membres actifs, de la conférence des présidents cantonaux et du CC
 11. Décision concernant le nombre de délégués et leur répartition entre les membres actifs
 12. Admission de membres actifs.
- Article 13
1. L'AD ordinaire a lieu chaque année. La date est communiquée aux membres au moins quinze semaines avant l'assemblée.
 2. L'Assemblée des délégués a lieu sous forme de manifestation présente ou numérique. Si les circonstances l'exigent, elle peut également se dérouler par écrit.
 3. Les listes de candidatures et les propositions des membres actifs doivent être envoyées au plus tard dix semaines avant la date de l'assemblée.

4. Une AD extraordinaire est convoquée sur décision du CC ou à la demande d'au moins un cinquième des membres actifs.
5. La convocation à l'AD, accompagnée de l'ordre du jour et du texte des propositions, doit être mise à la disposition des membres actifs, de leurs délégués et des membres des organes et des membres d'honneur au moins quatre semaines avant l'assemblée par écrit ou par voie électronique.

- Article 14
1. L'AD est présidée par le président central ou, à défaut, par un vice-président ou un autre membre du CC.
 2. En cas de votations, les décisions sont prises à la majorité relative des votants, sous réserve des articles 11.2, 29 et 30.
 3. En cas d'élections, les décisions sont prises au premier tour de scrutin à la majorité absolue, au deuxième tour de scrutin à la majorité relative des votants.
 4. Les votations et les élections ont lieu en général à main levée. Elles peuvent se faire à bulletin secret, sur demande d'au moins un cinquième des délégués.

Le Comité central

- Article 15
- Le CC se compose de 5 à 7 membres y compris le président central et le(s) vice-président(s).
La Croix-Rouge suisse a le droit de participer aux séances du CC avec un délégué ayant une voix consultative.

- Article 16
1. Le CC a la responsabilité de l'accomplissement des tâches statutaires.
 2. Il dispose à cet effet de toutes les compétences qui ne sont pas réservées à l'AD.
 3. Le CC est en particulier responsable des affaires suivantes :
 - a) convocation de l'AD, préparation des propositions et exécution des décisions prises par l'AD ;
 - b) réglementation de
 - la formation et de la formation permanente
 - l'attribution de subventions aux membres
 - l'attribution de la médaille Henry Dunant ;
 - c) publication des périodiques samaritains ;
 - d) approbation de contrats avec les autorités et autres organisations ;
 - e) décision concernant les dépenses extraordinaires dans le cadre de ses compétences financières ;
 - f) nomination et révocation
 - des commissions et mandataires
 - du secrétaire général et de son remplaçant
 - des cadres supérieurs ;
 - g) approbation du cahier des charges avec compétences du secrétaire général ;
 - h) réglementation de l'organisation du secrétariat général ;
 - i) réglementation des tâches, compétences et durée de fonction des commissions ;
 - j) établissement du programme pluriannuel.
 4. Le CC peut déléguer ses tâches et compétences, mais reste responsable à l'égard de l'AD.

- Article 17
1. La durée de fonction au CC est de quatre ans. La durée de fonction maximale, sans interruption, est de douze ans.

2. En cas de départ avant l'expiration de la durée de fonction, l'AD élit un successeur pour la durée de fonction restante.
3. Les démissions doivent être envoyées par écrit quinze semaines au plus tard avant l'AD ordinaire suivante et communiquées immédiatement aux membres actifs.

- Article 18 Le CC siège sur convocation du président aussi souvent que les affaires l'exigent. Quatre membres peuvent demander par écrit la convocation d'une séance qui doit avoir lieu dans le délai d'un mois.
- Article 19
1. La convocation aux séances du CC, accompagnée des documents utiles et nécessaires, doit être envoyée dix jours avant la date de la séance.
 2. Les séances du CC sont présidées par le président central ou un vice-président.
 3. Le CC peut prendre des décisions lorsque la majorité, dont le président ou un vice-président, est présente.
 4. Si aucun membre du CC ne s'y oppose, la décision concernant une proposition peut être prise par correspondance.
 5. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents.
 6. Le président vote également. En cas d'égalité des voix, sa voix est prépondérante.
- Article 20
1. Le CC fixe les éventuelles indemnités pour les membres du CC, pour les comités et commissions ainsi que pour les membres de la commission de contrôle de gestion en accord avec cette dernière.
 2. Il tient compte des principes suivants : le caractère d'utilité publique de Samaritains Suisse, l'étendue de la responsabilité de la gestion du personnel et des finances, la charge temporelle liée au mandat, une éventuelle perte financière professionnelle importante avérée, ainsi que le montant des indemnités versées dans des organisations comparables.
 3. Si, par décision du CC ou de la commission de contrôle de gestion, des tâches particulièrement chronophages sont confiées à certains membres, celles-ci peuvent être exceptionnellement indemnisées par le CC en accord avec la commission de contrôle de gestion.
 4. Les règlements sur l'indemnisation sont publiés.
 5. Les dépenses sont remboursées séparément.

Le secrétaire général

- Article 21
1. Sur ordre du CC, le secrétaire général veille à la sauvegarde des intérêts de Samaritains Suisse et dirige le secrétariat général, qui est le bureau permanent de Samaritains Suisse. Il prépare les documents en vue des décisions du CC et les exécute.
 2. Le secrétaire général est subordonné au CC. Ses compétences et l'organisation du secrétariat général sont fixées par le CC.

La commission de contrôle de gestion

- Article 22
1. La commission de contrôle de gestion (CCG) se compose de trois à cinq membres, qui sont élus pour un mandat de quatre ans. La durée de mandat maximale est de douze ans. En cas de démission, l'AD suivante désigne un(e) successeur(e) pour la durée de fonction restante jusqu'aux élections de renouvellement général.
 2. Le président de la CCG est élu par l'Assemblée des délégués.

3. Les membres de la CCG ne peuvent pas être employés par le Secrétariat ni être membres d'un organe de Samaritains Suisse (Assemblée des délégués, Comité central, direction, organe de révision, Conférence des présidents).

- Article 23
1. La CCG contrôle le respect des statuts et des décisions de l'AD de Samaritains Suisse, ainsi que les exigences de « gouvernance » selon les normes courantes des OBNL.
 2. La CCG se met à disposition en tant que médiatrice en cas de litiges entre et au sein des organes de Samaritains Suisse, des associations cantonales et des sections de samaritains avec l'accord des parties.
 3. L'organisation et l'activité de la CCG sont réglées dans le Règlement de la commission de contrôle de gestion. Celui-ci est adopté par la CCG et rendu accessible au sein de l'association.
 4. La CCG rédige chaque année un rapport à l'attention de l'AD sur ses activités de contrôle, ainsi qu'une recommandation concernant la décharge du CC.

L'organe de révision

- Article 24
- L'AD nomme un organe de révision chargé de la vérification de tous les comptes de Samaritains Suisse et des fondations dont elle assume la gestion.

Les commissions

- Article 25
1. Pour l'étude de questions spéciales, le Comité central peut constituer des commissions.
 2. Les tâches, les compétences et la durée de fonction sont décrites dans un règlement.
 3. Le Comité central peut confier des compétences de décision aux commissions dans leur domaine spécifique.

La conférence des présidents cantonaux

- Article 26
1. La conférence des présidents cantonaux se compose du président (ou de son représentant) et d'un deuxième représentant des associations cantonales. Les membres du CC et une délégation des commissions spécialisées participent à la conférence des présidents cantonaux avec voix consultative.
 2. La conférence a une fonction consultative en ce qui concerne :
 - les affaires de l'AD
 - les affaires importantes du CC
 - les décisions et règlements, qui sont contraignants pour tous les membres.
 - La conférence peut déposer des motions à l'attention de l'AD.
 3. La conférence siège au moins une fois par an. Elle est dirigée par le président central. Ses prises de positions et ses décisions sont consignées dans un procès-verbal.

IV. Finances

- Article 27
- Samaritains Suisse finance ses activités par le biais des éléments suivants :

1. Cotisations de membre
2. Recettes des prestations de services et taxes
3. Conventions de prestations avec les communes, la Confédération et les cantons, etc.
4. Partenariats de sponsoring et autour de projets
5. Produits de la recherche de fonds tels que dons, legs, cotisations de bienfaiteurs, etc.
6. Autres produits, p. ex. produit financier

- Article 28
1. L'exercice comptable correspond à l'année civile.
 2. L'AD fixe la somme annuelle globale mise hors budget à la disposition du CC et, à l'intérieur de celle-ci, les montants limites pouvant servir au règlement de cas particuliers.

V. Dispositions finales

- Article 29 L'AD peut demander, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, la modification des statuts et de la doctrine directrice.

- Article 30
1. A la demande du CC ou de la moitié des membres actifs, la dissolution de Samaritains Suisse ne peut être décidée que lors d'une AD extraordinaire convoquée à cet effet.
 2. La dissolution doit être acceptée par les quatre cinquièmes des suffrages exprimés.
 3. En cas de dissolution, l'AD fixe les conditions dans lesquelles les archives, la fortune et le matériel seront provisoirement gérés et mis à la disposition d'une société poursuivant des buts analogues, et qui pourrait se former plus tard.

- Article 31 Ces statuts ont été approuvés le 18 juin 2022 par l'Assemblée des délégués et entrent en vigueur le 1 juillet 2022. Ils remplacent les statuts actuels du 21 novembre 2020.

Chavannes-de-Bogis, le 18 juin 2022

Samaritains Suisse



Ingrid Oehen
Présidente centrale



Sven Leisi
Directeur adjoint